

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

NON À LA « LOI DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE »

pauvreté, précarité c'est ça l'insécurité!

Il est temps de s'attaquer aux causes du malaise social dans les quartiers, villes et villages, en s'attaquant au chômage de masse par le partage du temps de travail, à la pauvreté par la répartition de la richesse, et à l'insécurité sociale développée par le patronat.

Aujourd'hui, c'est un appel à la résistance et la désobéissance qu'Alternative libertaire appuie.

Loi sur la sécurité quotidienne (LSQ), loi sur la sécurité intérieure (LSI), lois Perben, lois sur l'immigration, loi sur la sécurité numérique, loi antiterroriste, état d'urgence, projets et rapports Bénisti, Inserm... Connexion des fichiers police/gendarmerie en novembre, connexion des fichiers CAF, Sécurité sociale et RMI sous couvert de lutte contre la fraude en octobre... et pourquoi pas bientôt avec les fichiers D.Base dans le primaire et Sconet dans le secondaire, en cours de généralisation ou en place déjà en place dans les écoles. Sans oublier le fichier FNAEG (empreintes génétiques, ADN)...

Les décrets d'application des lois adoptées ne sont pas sortis qu'une nouvelle loi est votée. Manifestement ces mesures sont insuffisantes aux yeux de leurs auteurs, chaque texte se succédant étant plus répressif que le précédent.

Loin d'intervenir dans le champ de la "prévention", la loi dite de « prévention de la délinquance » concerne le champ de la répression pénale, puisqu'il modifie 73 articles du Code pénal et 10 articles du Code de procédure pénale ! Cette future loi concerne aussi l'action sociale, l'action éducative, et la psychiatrie publique dont les objectifs sont radicalement transformés : leur finalité devient la lutte contre « l'insécurité » et non plus l'aide et l'assistance aux familles et le soin aux malades. Ainsi, après avoir articulé la police et la justice dans une même « chaîne pénale », Sarkozy y rattache également ces secteurs jusque là dits éducatifs. Toutes ces lois criminalisent la pauvreté, augmentent le pouvoir des flics, et surtout le contrôle public et social sur les personnes. Il est clair qu'à travers ces

mesures sécuritaires, il s'agit pour le gouvernement de gérer à la fois la dégradation sociale et de faire face aux violences mais aussi de se prémunir contre les contestations sociales. Les politiques sécuritaires où on retrouve les idées du patronat du siècle dernier, visent à instaurer une nouvelle société fondée sur la précarité généralisée.

LE CAPITALISME EST INCOMPATIBLE AVEC LA DÉMOCRATIE

Les médias cherchent à nous montrer les aspects positifs de ces mesures. Mais on ne nous parle pas des bilans qui, comme en Angleterre, démontrent un résultat négatif sur la « délinquance » mais un résultat très positif sur la restriction des libertés individuelles ! Même les caméras vidéo installées dans les magasins soi-disant pour éviter les vols, sont surtout là pour fliquer les personnels !

Toutes ces propositions visent à rétablir l'ordre moral, à abattre les idées de Mai 68, à rétablir la militarisation de la société à travers les cadets de la police, les services civils (bientôt obligatoires ?). N'acceptant pas l'évolution d'une société multiculturelle, l'État veut revenir à l'« éducatif » par l'enfermement, par le développement des foyers fermés, des internats, des stages « éducatifs », de l'apprentissage de normes de soumission pour une société qui marche au pas. Si des mesures se veulent nouvelles, l'idéologie sécuritaire dont elles sont issues ne l'est pas.

Cette politique de contrôle social montre surtout que le capitalisme n'est pas compatible avec la démocratie !

Il est temps de faire le lien entre pauvreté, exploitation, oppression et délinquance patronale. D'aller chercher réellement les données sociales et les chiffres pour foutre en l'air toutes ces rumeurs volontaires sur la classe sociale dangereuse que seraient les « jeunes ».

Il est temps de s'attaquer aux causes du malaise social dans les quartiers, villes et villages, en s'attaquant au chômage de masse par le partage du temps de travail, à la pauvreté par la répartition de la richesse, et à l'insécurité sociale développée par le patronat.

Actuellement, même si la contestation grandit chez les travailleuses et travailleurs sociaux, psy, enseignant(e)s, la mobilisation a du mal à sortir du milieu « socio-éducatif », alors qu'il s'agit bien d'un problème politique, de société.

L'élection de 2007 ne changera rien à la question, puisque la droite et la « gauche » ont la même conception idéologique de la loi du marché, des inégalités, de la répression et du contrôle social.

Aujourd'hui, c'est un appel à la résistance et la désobéissance qu'Alternative libertaire appuie. Il est temps de fédérer les luttes pour l'égalité économique et sociale. **Le capitalisme est l'ennemi commun !**

Alternative libertaire
BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVF

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....